



Monsieur le Directeur académique, Monsieur Le Préfet,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

En cette fin d'année scolaire, nous ne pouvons que faire un constat sombre au niveau départemental.

Dans l'Yonne, c'est 21 classes supprimées, 6 postes de remplaçants retirés et le retrait d'un poste d'enseignant du RASED; alors que sur le terrain le besoin de moyens est criant.

La logique nationale de suppression de postes dans l'éducation s'inscrit dans la logique de démantèlement de tous les services publics.

L'école ne doit pas être chiffrés sur des critères économiques. Non, il ne s'agit pas de déterminer un coût, mais de privilégier un service public fort et qui fonctionne. Que cela soit les enseignants, les maires et les familles, nous sommes attachés à cette notion de service public partout et pour tous.

Cette année est aussi marquée par la fermeture du site de Bléneau, encore un énième coup de massue pour la ruralité et le service public de proximité. C'est une aberration.

Et pour clôturer le tout, la fermeture du Lycée professionnel Saint Germain à Auxerre qui sous prétexte d'économies va devoir déménager à Fourier, lycée qui compte déjà plus de 1200 élèves et est en bien mauvais état. Sous prétexte d'optimiser l'offre de formation, il ne s'agit que d'économiser des charges en frais de fonctionnement, en postes. Pour preuve, la gestionnaire du lycée St-Germain n'aura pas sa place à Fourier ... Peu importe les conséquences sur la pédagogie et les conditions de travail des enseignants et des élèves.

Nous nous y sommes opposés et nous continuerons à l'être. Nous ne pouvons nous satisfaire de la destruction programmée de nos écoles, de nos collèges et de nos lycées.

La situation dans les écoles, en particulier du fait de l'abandon institutionnel des élèves en difficultés, se dégrade. L'accueil des élèves en inclusion forcée, la précarité des AESH, la mutualisation, l'acte 2 de l'école inclusive qui va voir leur fusion avec les AED, le manque de places dans les structures spécialisées et leur disparition programmée, le manque de moyens des RASED et l'évolution de leurs missions... les situations explosives se multiplient, les personnels craquent, les tensions augmentent et les conditions de travail se détériorent partout.

Au lieu de répondre aux revendications légitimes de ces collègues précaires, à savoir un statut de la Fonction Publique, un vrai salaire et l'abandon des PIALs, le ministère va toujours plus loin dans la dégradation de l'accueil des élèves en situation de handicap et dans la flexibilité imposée des personnels déjà plus que malmenés.

Face au constat du terrain, tout le monde est contraint de reconnaître les limites de la politique de l'inclusion systématique et en particulier des PIALs et de la mutualisation.

Une audience a été accordée à l'intersyndicale et une délégation de collègues (2 psyEN, 2 maîtres E, 2 maîtres G et une directrice) qui sont venus porter les revendications : Pour des moyens supplémentaires, des réseaux complets dans chaque antenne, contre l'évolution et la perte de sens de nos missions.

La pétition des RASED de l'Yonne, qui a recueilli plus de 520 signatures a été remise au Secrétaire Général de la DSDEN.

L'an prochain, il manquera encore un tiers des PsyEN dans le département (8 postes vacants sur 24). Nous exigeons qu'une solution soit trouvée pour que ces postes soient pourvus. Le recrutement sous statut de PsyEN doit être augmenté : le nouveau statut de PsyEN a créé une véritable crise de recrutement. Cette situation intenable ne peut plus durer.

Par ailleurs, nous refusons l'évolution des missions des RASED en pôle ressources, basé sur la co-intervention et de plus en plus éloignés de la prise en charge des élèves. Nous

exigeons l'augmentation des départs en formation CAPPEI avec spécialisation pédagogique et comportementale.

Les RASED doivent être complets partout, par secteur (et non par circonscription) afin de limiter les zones d'interventions et le nombre d'élèves suivis.

Il devient insupportable, face à la recrudescence des difficultés et l'augmentation des besoins, de devoir gérer uniquement les priorités explosives et faire un tri parmi les situations d'urgence.

Nous sommes dans une logique où l'enseignant face aux élèves est son propre recours et doit uniquement "interroger ses pratiques pédagogiques" pour régler tous les problèmes. Nous avons besoin de réseaux d'aides, de places dans les structures spécialisées, de la fin de la précarité et de la mutualisation des AESH, de la médecine scolaire... tout est lié ! Il faut que cesse le démantèlement méthodique de la prise en charge spécialisée et médicalisée des élèves !

Pour ce qui est de nos salaires et de la revalorisation historique prévue par notre ministre et le président le compte n'y est pas : un pacte, augmentation des primes, une augmentation du point d'indice d'1,5% bien loin des attentes du terrain !

Ainsi, alors que la population rejette massivement la réforme des retraites proposée par le gouvernement, notre ministre nous propose l'augmentation des primes qui elles ne compte pas pour notre retraite !

Une augmentation pour le début de carrière, des cacahuètes pour les autres. Les grilles de salaires se voient écrasées et l'augmentation de salaire touche essentiellement les jeunes collègues avec une prime d'attractivité du métier.

En ce qui concerne le pacte, c'est travailler plus pour perdre moins et notamment au collège alors que cela ne fait pas partie de nos missions de professeurs des écoles.

Il remet en cause notre Statut notamment en dérogeant aux principes d'avancement de carrière

Il laisse entendre que nous avons un potentiel de travail supplémentaire alors que nous sommes déjà à bout

Il met les collègues en concurrence les uns avec les autres et instaure un nouveau management qui va bouleverser le fonctionnement des équipes

IL tente de nous faire prendre en charge les missions des enseignants spécialisés dans les RASED et les structures spécialisées dont le démantèlement se poursuit.

Ce mardi 20 juin, se tenait le CSA ministériel. Le ministère, interrogé par la FNEC FP-FO indique qu'il a « donné des consignes de recrutement. » des listes complémentaires dans les académies.

Les besoins criants de personnels dans les écoles de l'Yonne et des autres départements de l'académie ont conduit à recruter cette année des dizaines d'enseignants contractuels. Nul doute que ces besoins seront tout aussi manifestes à la rentrée prochaine. Afin de palier ces besoins, nous demandons le recrutement de la totalité des candidats inscrits sur les listes complémentaires des concours, à savoir 79 candidats.

Ils ne demandent qu'à enseigner en tant que fonctionnaires d'Etat, avec toutes les garanties qui se rattachent à ce statut.

Je vous remercie.

Questions diverses :

Est que nous aurons des classes défense et sécurité globale dans l'Yonne ?

Nous soumettons au vote du CDEN les vœux suivants :

Vœux 1 :

Le CDEN s'oppose à la fermeture du collège de Bléneau et à la fermeture du lycée Saint Germain et son transfert au lycée Fourier.

Vœux 2:

Le CDEN s'oppose au pacte enseignant mis en place par le ministre qui propose des missions supplémentaires alors que nous y opposons une création de postes notamment pour les RASED et une augmentation indiciaire immédiate de 10%.

Vœux 3:

Le CDEN demande le recrutement de tous les candidats inscrits sur la liste complémentaires des concours du CRPE afin de pourvoir les postes vacants par des emplois statutaires.

Vœux 4:

Le CDEN s'oppose à l'acte 2 de l'école inclusive prévoyant l'inclusion systématique des élèves, la disparition des structures spécialisées, la fusion des corps d'AESH et d'AED.